

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 novembre 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 28 novembre 2022, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris comme suite à la lettre datée du 22 novembre 2022 adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par les représentants permanents de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2022/878](#)), dans laquelle les auteurs ont une nouvelle fois tenté désespérément d'établir un lien fictif et fantaisiste entre le paragraphe 3 de l'annexe B à la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et les tirs par la République islamique d'Iran de certains missiles balistiques et lanceurs spatiaux, en proférant de manière répétée des affirmations erronées et fallacieuses et en recourant à des interprétations arbitraires et tendancieuses de la résolution [2231 \(2015\)](#).

La République islamique d'Iran rejette catégoriquement toutes les allégations infondées qui sont formulées dans la lettre susmentionnée et réaffirme n'avoir mené aucune activité incompatible avec la résolution [2231 \(2015\)](#).

Comme cela a été rappelé à maintes occasions et notamment dans la lettre datée du 26 mai 2022 ([S/2022/438](#)), le paragraphe 3 de l'annexe B à la résolution [2231 \(2015\)](#), aux termes duquel l'Iran « est tenu de ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques », est sans équivoque et ne laisse aucune place à l'interprétation. Contrairement aux affirmations faites dans la lettre susmentionnée ([S/2022/878](#)), le paragraphe 3 de l'annexe B à la résolution [2231 \(2015\)](#) ne concerne pas les lanceurs spatiaux, pas plus qu'il ne s'y applique, pour plusieurs raisons. Premièrement, il n'y est fait aucune référence explicite aux « lanceurs spatiaux ». Deuxièmement, les lanceurs spatiaux ne font pas appel à des technologies identiques à celles des « missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires ». Troisièmement, les « lanceurs spatiaux », exclusivement créés pour mettre des satellites sur orbite, ne sont pas « conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires ».

Le Conseil de sécurité doit garder à l'esprit les dispositions et le contexte précis de la résolution [2231 \(2015\)](#), notamment l'historique des négociations et, en particulier, la raison d'être de l'insertion du membre de phrase « conçus pour pouvoir », au paragraphe 3 de l'annexe B à la résolution, ainsi que la pratique ultérieure qu'il a lui-même suivie en ce qui concerne l'application de ce paragraphe.



Dans la lettre susmentionnée, les auteurs ont également invoqué des définitions non consensuelles et non universellement acceptées du Régime de contrôle de la technologie des missiles, et, pour ce qui est de leurs affirmations infondées, ont cité la résolution [1929 \(2010\)](#) du Conseil, devenue caduque et obsolète, et des rapports périmés se rapportant à des contextes entièrement différents. À cette fin, ils ont diffusé des informations techniques erronées pour étayer la conclusion arbitraire à laquelle ils sont parvenus sur la résolution [2231 \(2015\)](#) et son application, en se fondant sur une interprétation arbitraire et trompeuse du paragraphe.

En outre, le Régime de contrôle de la technologie des missiles est une « entente politique informelle » exclusive entre 35 États seulement et ses critères n'emportent pas d'obligation juridique, pas même pour ses membres. Par conséquent, toute tentative de présenter le Régime de contrôle et ses critères comme une définition universellement acceptée ou un accord international fondé sur un consensus est contraire à l'éthique, trompeuse, suspecte et inacceptable.

Par ailleurs, dans son rapport daté du 23 juillet 2002 ([A/57/229](#)), le Secrétaire général a clairement indiqué qu'il n'existait « pas de normes ou d'instruments universellement acceptés régissant spécifiquement la mise au point, l'essai, la production, l'acquisition, le transfert, le déploiement ou l'utilisation des missiles ». Ce fait a également été reconnu par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, qui a déclaré devant le Conseil de sécurité le 22 août 2019 : « il n'existe toujours pas de norme, de traité ou d'accord universel réglementant les missiles » (voir [S/PV.8602](#)).

La République islamique d'Iran a déclaré à maintes reprises que ses programmes de missiles et programmes spatiaux, y compris les tirs de missiles balistiques ou de lanceurs spatiaux, n'entraient pas dans le champ d'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et de ses annexes.

Les gouvernements respectifs des auteurs de la lettre susmentionnée doivent se conformer, pleinement et sincèrement, à toutes les obligations juridiques que leur impose cette résolution, et notamment s'abstenir de tout acte qui compromettrait l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#), en particulier de son annexe A, plutôt que de se livrer à une campagne contraire à l'éthique et de porter de manière répétée des allégations sans fondement et à motivation politique contre la République islamique d'Iran.

Nous lançons une mise en garde contre la démarche à motivation politique adoptée vis-à-vis des programmes spatiaux par certains pays développés qui brandissent des prétextes absurdes comme les questions de prolifération pour diaboliser l'utilisation de la technologie spatiale à des fins pacifiques par des pays en développement, démarche dont l'hypocrisie risque sérieusement de nuire à l'exercice par les États de leur droit naturel d'accéder à l'espace et aux corps célestes, à leur liberté d'exploration et d'exploitation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et à leur libre accès aux sciences et techniques spatiales et à leurs applications sans discrimination d'aucune sorte.

Nous réaffirmons une fois de plus que l'Iran est déterminé à poursuivre, dans l'exercice de son droit naturel en droit international, ses activités liées aux missiles balistiques et aux lanceurs spatiaux, qui sont nécessaires à la préservation de sa sécurité et de ses intérêts socioéconomiques.

Compte tenu du mandat énoncé dans la note du Président du Conseil de sécurité sur les tâches incombant au Conseil au titre de sa résolution [2231 \(2015\)](#) (S/2016/44), le Secrétaire général devrait s'acquitter consciencieusement de son mandat et se garder de faire état d'activités non pertinentes dans ses prochains rapports sur l'application de ladite résolution. Dans le respect dudit mandat, il est respectueusement invité à faire plutôt rapport sur le non-respect par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni des obligations que leur impose la résolution.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Amir Saeid **Iravani**
